



## LE GROENLAND EST-IL À VENDRE ?

**Le 18 août dernier, le président des États-Unis proposait au Danemark une « grosse transaction immobilière » : l'achat du Groenland, territoire danois semi-autonome. Au-delà des réactions d'indignation, cette offre aura eu pour effet d'attirer l'attention internationale sur cette grande île traversée par le cercle polaire. Ce territoire d'un peu plus de 2 millions de km<sup>2</sup> pour moins de 57 000 habitants se trouve en effet au centre d'un Grand Jeu polaire opposant les ambitions américaines, russes et nouvellement chinoises, à l'heure où les tensions se cristallisent en Arctique.**

Pour provocatrice qu'elle soit, cette offre d'achat n'est pas nouvelle : en 1867, les États-Unis achètent l'Alaska à la Russie et se heurtent – déjà – au refus danois de céder le Groenland. Colonisé dès le XIII<sup>e</sup> siècle par les Vikings mais appartenant géographiquement au continent américain, ce territoire est un maillon à part entière de la logique sécuritaire nord-américaine, et ce dès le XIX<sup>e</sup> siècle. La doctrine Monroe le considère en effet comme le pendant oriental de l'Alaska. C'est ainsi qu'une nouvelle proposition d'achat, déclinée en 1946, est émise au sortir de la guerre.

### LE GROENLAND, VERRU DE L'ATLANTIQUE

La Seconde Guerre mondiale met en lumière l'intérêt stratégique du Groenland : tandis que le Danemark est occupé par l'Allemagne, les Américains construisent des bases sur l'île pour soutenir les forces navales et aériennes lors de la bataille de l'Atlantique, notamment en matière d'information météorologique et de surveillance sous-marine. À l'issue de la guerre, Copenhague récupère les installations militaires, tout en gardant des liens étroits avec les États-Unis, qui conservent la base de Thulé. Le Groenland est alors intégré à la zone militaire de la jeune OTAN, offrant des points d'appui aux bombardiers B-52 tournés vers l'URSS.

Durant la Guerre froide, l'île danoise constitue un maillon primordial de la défense nord-américaine avec la création de la Ligne *Distant Early Warning* (Ligne DEW), un réseau de stations radars installées en Alaska, au Canada et au Groenland, destiné à détecter de potentielles attaques de missiles balistiques soviétiques dans l'espace aérien de l'océan Arctique. Le territoire s'impose comme site d'alerte avancée contre les menaces septentrionales, tout en permettant de garder un contrôle sur l'activité nord-atlantique et les communications transocéaniques.

Avec la chute de l'URSS en 1991, le Groenland perd de son intérêt stratégique et les États-Unis se désinvestissent de ces eaux. La Ligne DEW est remplacée par le Système d'alerte du Nord, qui ne compte plus que des bases sur les territoires américain et canadien, les stations groenlandaises fermant peu à peu.



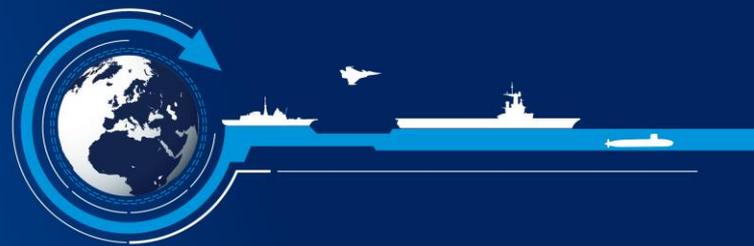
Ravitaillement de la base de Thulé par le MV American Tern, 2010.  
© U.S. Navy.

### GRAND JEU ARCTIQUE

Si l'après-Guerre froide entraîne une relative stabilité au-delà du cercle polaire, l'Arctique connaît ces dernières années un regain d'intérêt. La fonte des glaces entraîne l'ouverture de nouvelles voies maritimes et facilite les activités économiques, particulièrement dans le domaine des hydrocarbures. Les Routes du Nord enregistrent une hausse du trafic, portée principalement par la Russie qui s'est fixé comme objectif un transit de 80 millions de tonnes d'ici 2025. Moscou a en parallèle rouvert d'anciennes bases militaires arctiques, y plaçant des systèmes de défense côtière *Bastion* équipés de missiles antinavires P-800 *Oniks*.

Le pôle Nord redevient ainsi une arène des puissances russo-américaines, comme durant la Guerre froide, mais il faut aujourd'hui compter avec un nouvel acteur, la Chine, qui se définit comme un État « quasi-arctique ». Pékin investit en effet massivement dans la nouvelle économie polaire, principalement dans le domaine énergétique (terminal de gaz naturel liquéfié *Yamal*) et dans le transport (l'armateur *Cosco* effectue de nombreux transits). Pékin et Moscou ont par ailleurs conclu en avril 2019 un accord de coopération scientifique destiné à soutenir le projet de Routes de la soie polaires.

Cet essor n'a pas manqué d'inquiéter les États-Unis, dont le discours au Conseil de l'Arctique de mai 2019 fustigeait les « provocations » chinoises et russes. Signe de l'importance croissante de cet océan polaire en matière sécuritaire, l'US



Navy et le *Department of Defense* (DoD) ont respectivement publié une stratégie arctique en janvier et juin 2019. Avec le détroit de Béring, le Groenland délimite un des deux accès à l'océan polaire, le DoD qualifiant à cet égard le passage formé par l'ensemble Groenland-Islande-Royaume-Uni-Norvège de « corridor stratégique pour les opérations navales entre l'Arctique et l'Atlantique Nord ». La base aérienne et spatiale de Thulé, la plus septentrionale de l'armée américaine, prend une importance croissante : station radar la plus proche de la Russie par le pôle, elle permet une surveillance antimissile avancée. Allié historique de Washington, le Danemark a d'ailleurs retiré de la vente, en 2016, une ancienne base navale à la suite d'une offre... chinoise.

## UN TERRITOIRE ATTRACTIF DANS LE JEU DES PUISSANCES

Cette base navale n'aurait certes pas pu abriter d'activités militaires sans accord exprès du Danemark, mais la création d'un port aurait grandement favorisé les investissements chinois sur l'île. L'accès aux ressources tient une place de premier ordre dans ces rivalités septentrionales, accentuées par la fonte des glaces et l'espoir de réserves énergétiques importantes. Une étude américaine de 2008 indiquait à cet égard que près d'un tiers des réserves mondiales d'hydrocarbures se trouvait en Arctique. Le Groenland en particulier abrite d'importants gisements miniers, notamment des terres rares. Or la Chine, déjà premier producteur

mondial, développe de nombreux projets sur l'île, détenant en outre des parts au capital de la principale entreprise minière du pays. Pékin cherche également à établir des têtes de pont au Groenland : la *China Communication Construction Company* (CCCC) avait répondu à l'appel d'offre de Nuuk pour l'extension de trois aéroports locaux, projet que Copenhague a finalement bloqué.

De tels épisodes ne laissent pas d'inquiéter Washington, qui voit Pékin investir son pré carré. Une préoccupation renforcée par l'incertitude quant à l'avenir politique de ce territoire, engagé depuis 2009 dans un processus d'autonomisation. Dans l'hypothèse d'une indépendance, le gouvernement local pourrait par exemple voir d'un mauvais œil la présence américaine et mettre fin à l'emprise militaire de Thulé. De plus, si les deux tiers du budget insulaire proviennent aujourd'hui du Danemark, rien n'empêcherait un Groenland indépendant de se tourner vers des investissements russes ou chinois pour le développement d'infrastructures.

L'offre d'achat du président Trump a évidemment fait long feu ; mais l'attention soudainement portée sur ce territoire arctique a rappelé son importance aux yeux du gouvernement américain, qui a promis d'investir dans l'économie de l'île. Le gouvernement groenlandais, fort de cette nouvelle notoriété, a rappelé qu'il restait ouvert aux propositions commerciales...

## LE GROENLAND : UN ANCRAGE ARCTIQUE STRATÉGIQUE

